

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTRE DU BUDGET
SECRETARIAT GENERAL

Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire

COMMENTAIRES SUR LES ETATS DE SUIVI BUDGETAIRE
A FIN DECEMBRE 2021 (SITUATION PROVISOIRE)

Les présents commentaires portent sur les Etats de Suivi Budgétaire à fin décembre 2021, et s'articulent sur deux points, à savoir :

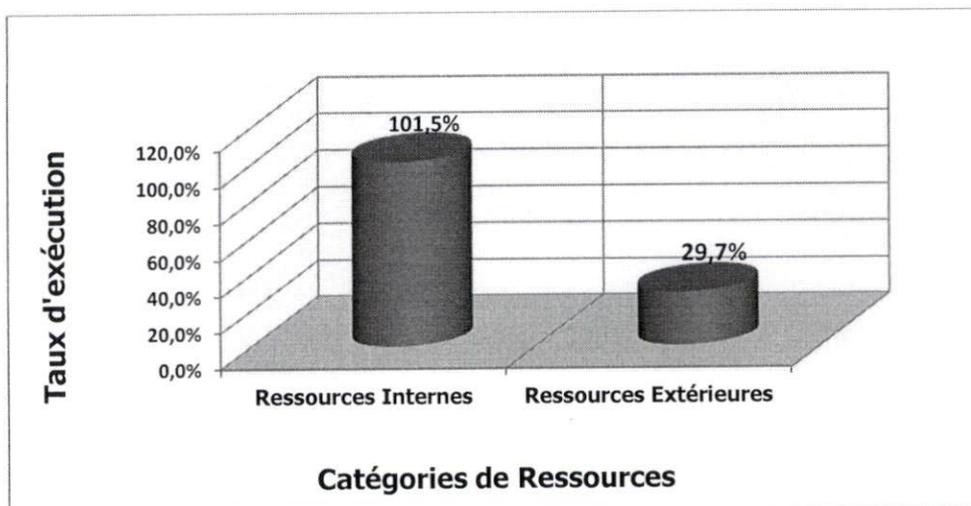
- le suivi quantitatif des dépenses ;
- le suivi de la fluidité du circuit (volume des dépenses libérées d'une étape à une autre en relatif et en absolu).

I. SUIVI QUANTITATIF DES DEPENSES

Les Etats de Suivi Budgétaire provisoires à fin décembre 2021 renseignent un niveau global d'exécution des dépenses de l'ordre de **11.853.958.161.833 FC** contre les prévisions annuelles de **13.555.177.070.944 FC**, soit un taux d'exécution de **87,4%**.

- En ressources internes, les dépenses effectuées s'évaluent à **11.065.727.309.015 FC** contre les prévisions de **10.898.215.327.463 FC**, soit un taux d'exécution de **101,5%** ;
- En ressources extérieures, les dépenses effectuées s'élèvent à **788.230.852.817 FC** contre les prévisions de **2.656.961.743.481 FC**, soit un taux d'exécution de **29,7%**.

Graph. 1 : Exécution en pourcentage du budget général en ressources internes et extérieures



1. Outre les dépenses des rémunérations et celles liées à la rétrocession aux Administrations financières ainsi qu'au service de la dette, l'essentiel des dépenses à fin décembre 2021 a porté sur les actions ci-après :
 - approvisionnement en produit alimentaire, carburant lubrifiant et bois de chauffage des prisons centrales, camps de détentions et autres prisons de Kinshasa et de l'intérieur du pays ;
 - mise à disposition des fonds relative au droit de retransmission des matchs des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) ;
 - prise en charge de l'équipe nationale des Léopards football messieurs pour les compétitions et éliminatoires de 2021 ;
 - prise en charge des clubs congolais engagés dans les compétitions africaines de football, saison 2020-2021, des Léopards Handball messieurs à la coupe d'Afrique des nations à Alger, en Algérie ainsi que des Léopards Basketball Seniors messieurs à la préparation de la deuxième fenêtre de l'Afro Basketball à Tunis, en Tunisie ;
 - organisation de la cérémonie officielle de remise des nouveaux bus TRANSCO à la population par Son Excellence Monsieur le Président de la République ;
 - appui au programme de lutte contre le phénomène KULUNA à Kinshasa ;
 - acquisition d'équipements de traduction simultanée au Collège des Hautes Etudes de Stratégie et de Défense ;
 - mise à disposition de fonds relative à l'organisation de l'atelier de suivi et évaluation du programme groupe technique de la promotion de la femme et de la jeune fille ;
 - réhabilitation de la route reliant le centre de Pompage et la route LUNTENDELE par KIMBWALA, à Kinshasa ;
 - aménagement du Parc MATONGE et ses annexes le long de la rivière KALAMU, à Kinshasa ;
 - acquisition d'équipements et autres matériels pour la récolte et l'évacuation de la production agricole à KANYAMA-KASESE dans les meilleurs délais ;
 - mise à disposition des fonds pour le paiement des factures des soins de santé administrés aux personnels et agents à charge du Trésor public en faveur de l'hôpital provincial général de référence de Kinshasa, "ex Mama Yemo" ;
 - organisation de la deuxième édition du championnat d'athlétisme ;
 - développement du système de santé pour améliorer les résultats relatifs à la santé maternelle et infantile ;
 - aménagement de la route TSHIKAPA - MBUJI-MAYI ;
 - réhabilitation de l'aéroport de GOMA ;
 - reconstruction des infrastructures socio-économiques dans la région du centre ;
 - développement du site d'INGA pour l'accès à l'électricité ;
 - intervention pour catastrophes naturelles, calamités et accidents majeurs en faveur de la Province du Nord-Kivu, après l'éruption volcanique du Nyiragongo ;
 - exécution des travaux de construction d'un centre d'apprentissage de métier dans les territoires de LIKASI et de MITWABA ;
 - mise en œuvre du projet de dégazage du golfe de KABUNO dans le lac Kivu ;

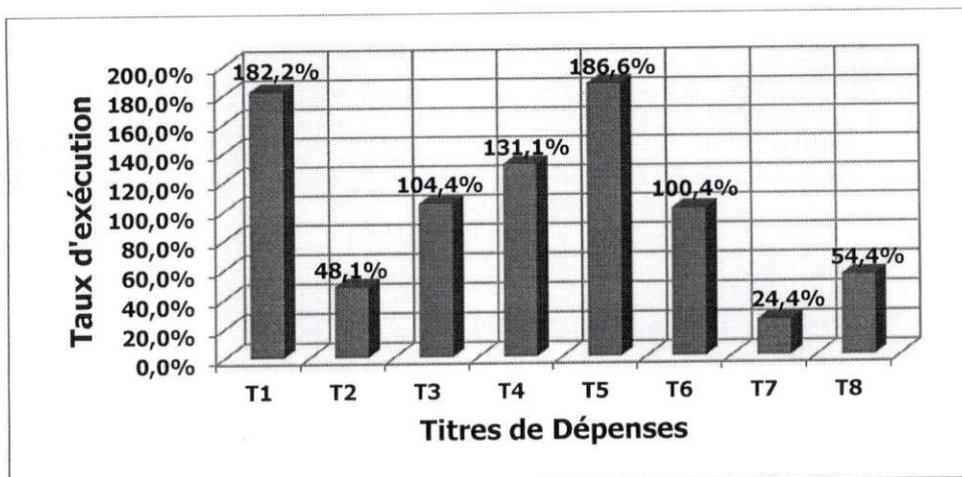


- acquisition d'équipements éducatifs, culturels et sportifs pour les territoires de MITWABA, KIPUSHI et SAKANA ;
- mise à disposition des fonds relative à l'état de besoin pour le déploiement d'un hôpital mobile de prise en charge des malades Covid-19 ;
- achat des nouveaux vaccins contre le Covid-19 ;
- achat de la Villa du Feu SHUNGU WEMBADIO (Papa Wemba) en faveur de l'Etat congolais pour la Maison de la culture ;
- paiement du fonds de contrepartie du projet de développement de la riziculture à Masina ;
- paiement en faveur de BCECO relatif à la mise en œuvre du projet de dégazage du golfe de kabuno dans le lac Kivu ;
- paiement d'un acompte pour les travaux de construction d'un centre d'apprentissage de métiers dans le territoire de Mitwaba dans le Haut-Katanga ;
- mise à disposition de fonds relative à la préparation des documents de gestion, d'élaboration, organigramme et schéma de fonctionnement au profit du Fonds national d'habitat ;
- paiement de la première mensualité du rétablissement du site Hydroélectrique du grand Katende dans la province du Kasai Central ;
- acquisition d'équipements éducatifs, culturels et sportifs pour le territoire de Likasi ;
- travaux de la voirie de la ville de Kinshasa ;
- paiement du fonds spécial d'intervention en faveur de 405 postes au niveau des frontières de la RDC ;
- achats des vivres, des médicaments et autres biens en faveur de la population de Beni et des personnes déplacées ;
- mise à disposition des fonds en faveur des victimes de l'incendie de l'hôtel des postes de Bukavu dans la province du Sud Kivu au titre d'assistance humanitaire d'urgence ;
- paiement en faveur de la Banque d'import et d'export de la République Populaire de Chine relative à la garantie et aux frais de gestion dans le cadre du projet de construction et de modernisation des maisons des Finances ;
- paiement de la 4^{ème} tranche en faveur de la ville province de Kinshasa relatif à l'assainissement et la protection de l'environnement ;
- assistance humanitaire d'urgence en faveur des populations victimes du naufrage à Bumba dans la province de la Mongala ;
- mise à disposition de fonds relative au budget prévisionnel cop 26 à Glasgow en vue de permettre à la délégation de la RDC de défendre sa position lors de cette rencontre internationale ;
- paiement de fonds pour l'étude de finalisation du programme d'urgence du développement communautaire pour les 145 territoires de la RDC ;
- mise à disposition de fonds en faveur du Service National relative à la réalisation du projet d'aviculture et de porciculture dans le groupement de production du service national situé à Buma ;



- acquisition des masques en tissus lavable dans le cadre de la riposte contre la pandémie de la Covid-19 ;
 - acquisition des véhicules terrestres au profit du Service National.
2. L'exécution du budget général par **titre** se présente de la manière suivante :
- **Dette Publique en Capital (T1) : 1.175.588.716.754 FC** contre les prévisions de **645.048.605.813 FC**, soit un taux d'exécution de **182,2%** ;
 - **Frais Financier (T2) : 129.789.164.054 FC** contre les prévisions de **269.665.507.725 FC**, soit un taux d'exécution de **48,1%** ;
 - **Dépenses de personnel (T3) : 5.527.610.757.305 FC** contre les prévisions de **5.294.439.282.742 FC**, soit un taux d'exécution de **104,4%** ;
 - **Biens et matériels (T4) : 298.083.470.531 FC** contre les prévisions de **227.375.168.804 FC**, soit un taux d'exécution de **131,1%** ;
 - **Dépenses de prestations (T5) : 1.040.245.694.281 FC** contre les prévisions de **557.380.592.700 FC**, soit un taux d'exécution de **186,6%** ;
 - **Transferts et interventions de l'Etat (T6) : 2.299.942.285.334 FC** contre les prévisions de **2.289.770.830.070 FC**, soit un taux d'exécution de **100,4%** ;
 - **Equipements (T7) : 743.512.018.377 FC** contre les prévisions de **3.052.002.833.336 FC**, soit un taux d'exécution de **24,4%** ;
 - **Construction, Réfection, Réhabilitation, Addition D'ouvrage et Edifice, Acquisition Immobilière (T8) : 639.186.055.197 FC** contre les prévisions de **1.219.494.249.754 FC**, soit un taux d'exécution de **52,4%**.

Graph.2 : Exécution en pourcentage des dépenses par Titre budgétaire

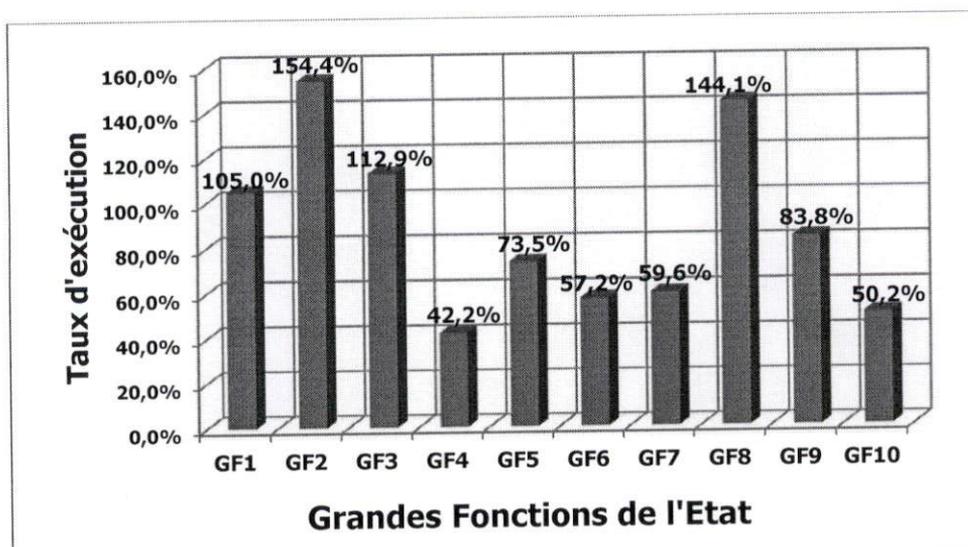


AM

3. Par **grande fonction** de l'Etat (**GF**), l'exécution des dépenses renseigne les statistiques ci-après :

- **Services généraux des administrations publiques (GF1) : 5.267.907.631.432 FC** contre les prévisions de **5.016.461.359.363 FC**, soit un taux d'exécution de **105,0%** ;
- **Défense (GF2) : 911.505.483.026 FC** contre les prévisions **590.347.285.961 FC**, soit un taux d'exécution de **154,4%** ;
- **Ordre et sécurité publics (GF3) : 1.018.709.792.903 FC** contre les prévisions de **902.077.983.016 FC**, soit un taux d'exécution de **112,9%** ;
- **Affaires économiques (GF4) : 837.415.441.558 FC** contre les prévisions de **1.985.031.701.934 FC**, soit un taux d'exécution de **42,2%** ;
- **Protection de l'environnement (GF5) : 32.118.851.563 FC** contre les prévisions de **43.702.013.769 FC**, soit un taux d'exécution de **73,5%** ;
- **Logement et équipements collectifs (GF6) : 67.460.070.679 FC** contre les prévisions de **117.904.371.281 FC**, soit un taux d'exécution de **57,2%** ;
- **Santé (GF7) : 920.265.092.680 FC** contre les prévisions de **1.543.538.616.768 FC**, soit un taux d'exécution de **59,6%** ;
- **Religion, culture, sports et loisirs (GF8) : 196.834.389.320 FC** contre les prévisions de **136.639.072.216 FC**, soit un taux d'exécution de **144,1%** ;
- **Enseignement (GF9) : 2.456.150.023.791 FC** contre les prévisions de **2.929.586.026.546 FC**, soit un taux d'exécution de **83,8%** ;
- **Protection sociale (GF10) : 145.591.384.880 FC** contre les prévisions de **289.888.640.090 FC**, soit un taux d'exécution de **50,2%**.

Graph.3 : Exécution en pourcentage des dépenses par Grandes fonctions de l'Etat



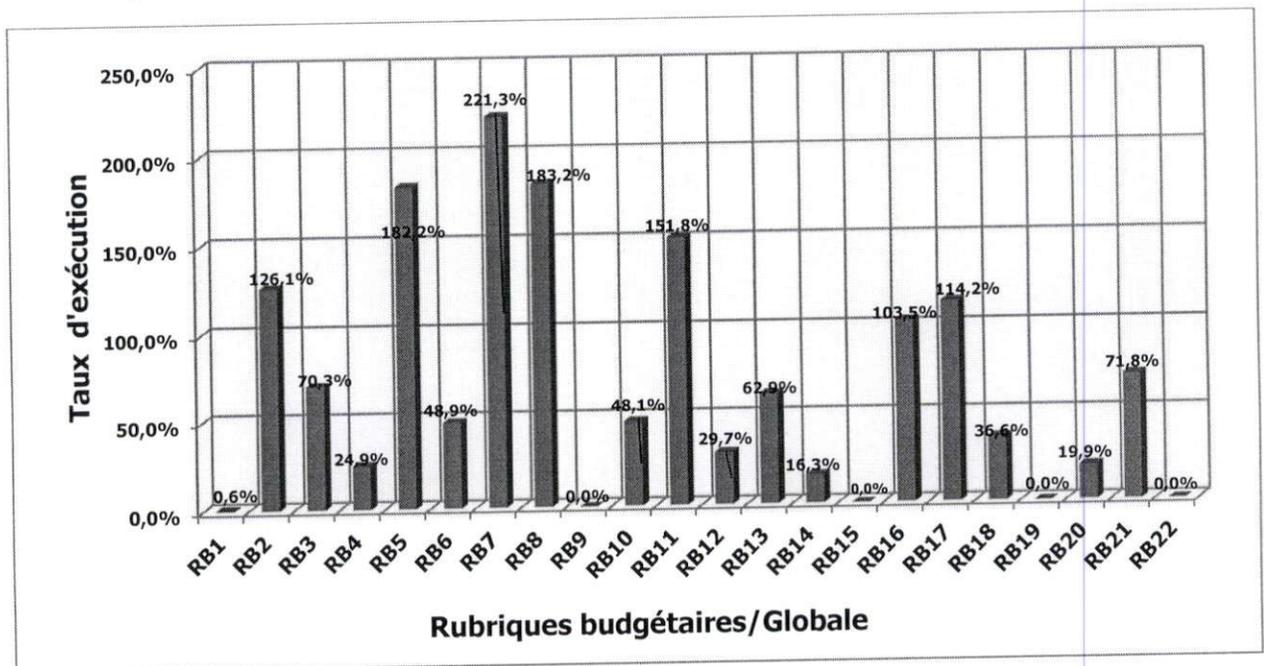
4. Par **rubrique budgétaire (RB)**, l'exécution des dépenses globales peut être résumée de la manière suivante :

- **Bourse d'études (RB1) : 49.719.500 FC** contre les prévisions de **8.221.518.450 FC**, soit un taux d'exécution de **0,6%** ;
- **Charges Communes (RB2) : 218.089.271.486 FC** contre les prévisions de **172.952.410.324 FC**, soit un taux d'exécution de **126,1%** ;
- **Contrepartie des Projets (RB3) : 47.821.921.037 FC** contre les prévisions de **68.000.000.000 FC**, soit un taux d'exécution de **70,3%** ;
- **Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres (RB4) : 51.523.524.389 FC** contre les prévisions de **206.800.000.000 FC**, soit un taux d'exécution de **24,9%** ;
- **Dette Publique (RB5) : 1.175.588.716.754 FC** contre les prévisions de **645.048.605.813 FC**, soit un taux d'exécution de **182,2%** ;
- **Financement des Réformes (RB6) : 11.285.724.318 FC** contre les prévisions de **23.101.700.000 FC**, soit un taux d'exécution de **48,9%** ;
- **Fonctionnement des Institutions (RB7) : 1.303.524.628.674 FC** contre les prévisions de **589.097.176.560 FC**, soit un taux d'exécution de **221,3%** ;
- **Fonctionnement des Ministères (RB8) : 1.160.299.365.038 FC** contre les prévisions de **633.300.000.000 FC**, soit un taux d'exécution de **183,2%** ;
- **Frais Financiers (RB10) : 129.789.164.054 FC** contre les prévisions de **269.665.507.725 FC**, soit un taux d'exécution de **48,1%** ;
- **Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques (RB11) : 189.035.137.776 FC** contre les prévisions de **124.523.531.964 FC**, soit un taux d'exécution de **151,8%** ;
- **Investissements sur Ressources Extérieures (RB12) : 788.230.852.817 FC** contre les prévisions de **2.656.961.743.481 FC**, soit un taux d'exécution de **29,7%** ;
- **Investissements sur Ressources Propres (RB13) : 473.280.804.331 FC** contre les prévisions de **752.394.904.043 FC**, soit un taux d'exécution de **62,9%** ;
- **Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD (RB14) : 73.364.495.388 FC** contre les prévisions de **450.712.440.985 FC**, soit un taux d'exécution de **16,3%** ;
- **Rémunérations (RB16) : 5.374.090.555.541 FC** contre les prévisions de **5.193.257.065.188 FC**, soit un taux d'exécution de **103,5%** ;
- **Rétrocession aux Administrations Financières (RB17) : 587.367.062.017 FC** contre les prévisions de **514.294.408.316 FC**, soit un taux d'exécution de **114,2%** ;
- **Subventions aux Organismes Auxiliaires (RB18) : 14.005.674.416 FC** contre les prévisions de **38.301.035.000 FC**, soit un taux d'exécution de **36,6%** ;
- **Subventions aux Services Ex-BPO (RB20) : 4.766.429.270 FC** contre les prévisions de **24.000.000.000 FC**, soit un taux d'exécution de **19,9%** ;

- **Transfert aux Provinces et ETD (RB21) : 251.845.115.025 FC** contre les prévisions de **351.000.000.000 FC**, soit un taux d'exécution de **71,8%**.

Notons par ailleurs que le Fonds de Péréquation (**RB9**), la Mise à la retraite (**RB15**), et la TVA Remboursable (**RB22**) n'ont enregistré aucun début d'exécution. Par contre, la Subvention aux Services Déconcentrés (**RB19**) a connu un début d'exécution jusqu'à l'ordonnancement.

Graph.4 : Exécution en pourcentage par rubriques budgétaires/Globale



5. Les **Charges transférées en Provinces et ETD (40%)** ont été exécutées à concurrence de **2.564.337.278.011 FC** contre les prévisions annuelles de **2.530.346.174.181 FC**, soit un taux d'exécution de **101,3%**.

Elles sont ventilées de la manière suivante :

- **Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD (RB14) : 73.364.495.388 FC** contre les prévisions de **450.712.440.985 FC**, soit un taux d'exécution de **16,3%** ;
- **Rémunérations (RB16) : 2.239.127.667.597 FC** contre les prévisions de **1.728.633.733.196 FC**, soit un taux d'exécution de **129,5%** ;
- **Transfert aux Provinces et ETD (RB21) : 251.845.115.025 FC** contre les prévisions de **351.000.000.000 FC**, soit un taux d'exécution de **71,8%**.

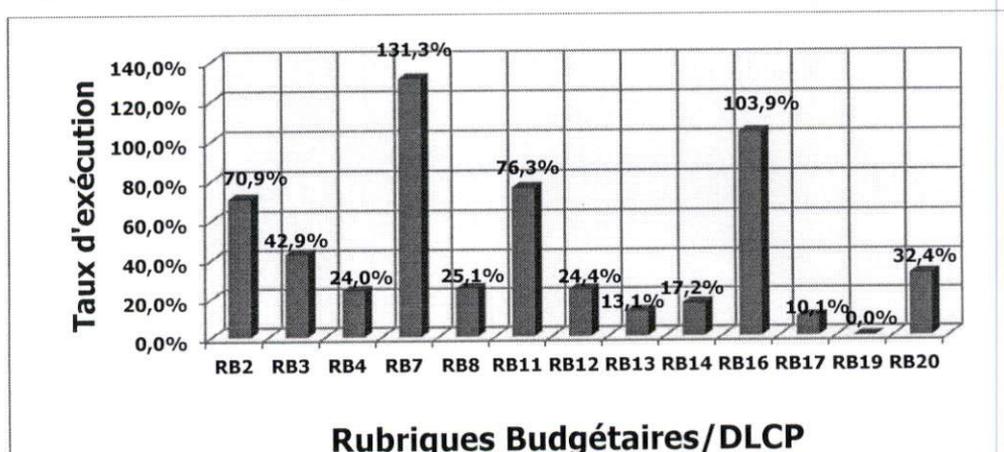
6. Les **dépenses de lutte contre la pauvreté (DLCP)** ont été exécutées à hauteur de **3.439.922.537.731 FC**, contre les prévisions annuelles de **4.974.363.191.679 FC**, soit un taux d'exécution de **69,2%**.

Elles sont réparties comme suit :

- **Charges Communes (RB2) : 65.867.571.235 FC** contre les prévisions de **92.911.805.308 FC**, soit un taux d'exécution de **70,9%** ;
- **Contrepartie des Projets (RB3) : 8.405.355.688 FC** contre les prévisions de **19.602.139.932 FC**, soit un taux d'exécution de **42,9%** ;
- **Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres (RB4) : 12.428.590.641 FC** contre les prévisions de **51.800.000.000 FC**, soit un taux d'exécution de **24,0%** ;
- **Fonctionnement des Institutions (RB7) : 95.916.746.326 FC** contre les prévisions de **73.064.582.448 FC**, soit un taux d'exécution de **131,3%** ;
- **Fonctionnement des Ministères (RB8) : 30.935.116.721 FC** contre les prévisions de **123.308.351.005 FC**, soit un taux d'exécution de **25,1%** ;
- **Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques (RB11) : 42.800.168.170 FC** contre les prévisions de **56.128.595.672 FC**, soit un taux d'exécution de **76,3%** ;
- **Investissements sur Ressources Extérieures (RB12) : 218.986.379.870 FC** contre les prévisions de **898.236.563.850 FC**, soit un taux d'exécution de **24,4%** ;
- **Investissements sur Ressources Propres (RB13) : 65.713.665.111 FC** contre les prévisions de **503.057.610.375 FC**, soit un taux d'exécution de **13,1%** ;
- **Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD (RB14) : 71.430.479.388 FC** contre les prévisions de **416.419.480.474 FC**, soit un taux d'exécution de **17,2%** ;
- **Rémunérations (RB16) : 2.824.195.179.245 FC** contre les prévisions de **2.717.266.489.846 FC**, soit un taux d'exécution de **103,9%** ;
- **Subventions aux Organismes Auxiliaires (RB18) : 1.432.618.446 FC** contre les prévisions de **14.225.561.846 FC**, soit un taux d'exécution de **10,1%** ;
- **Subventions aux Services Ex-BPO (RB20) : 1.810.666.889 FC** contre les prévisions de **5.594.909.510 FC**, soit un taux d'exécution de **32,4%**.

Signalons par ailleurs que la rubrique relative aux Subventions aux Services déconcentrés (**RB19**) est en cours d'exécution.

Graph.5 : Exécution en pourcentage par rubrique budgétaire/DLCP



II. SUIVI DE LA FLUIDITE DU CIRCUIT

1. Les informations relatives aux différentes étapes de l'exécution de la dépense globale en termes de nombre des dossiers et en valeur sont affichées dans les tableaux 1 et 2 suivants :

Tab.1 : Nombre des dossiers de dépenses globales par étape de la Chaîne

Code	Titre	Engagé	Liquidé	Ordonné	Transféré	Structure
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	42	42	15	23	0,2%
2	FRAIS FINANCIERS	1	1	2	2	0,0%
3	DEPENSES DE PERSONNEL	12 711	12 708	8 621	8 781	85,2%
4	BIENS ET MATERIELS	454	452	67	243	2,4%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	645	641	135	449	4,4%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	793	789	450	775	7,5%
7	EQUIPEMENTS	17	18	5	19	0,2%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	9	9	1	14	0,1%
Total		14 672	14 660	9 296	10 306	100%

Au regard des données apparaissant dans le tableau ci-dessus, la grande partie des dépenses de l'Etat pour ce mois s'est focalisée principalement sur les dépenses de personnel, puis sur les transferts et interventions de l'Etat, les dépenses de prestations, ainsi que sur les biens et matériels.

Les investissements (équipements et construction, réfection et réhabilitation) représentent en moyenne **0,3%** des dépenses transférées. Un effort devra être fourni à l'avenir pour renverser cette tendance afin de permettre l'exécution des investissements, moteur de la croissance et du développement.

Tab.2 : Exécution des dépenses globales par étape de la Chaîne en valeur et leur taux de fluidité

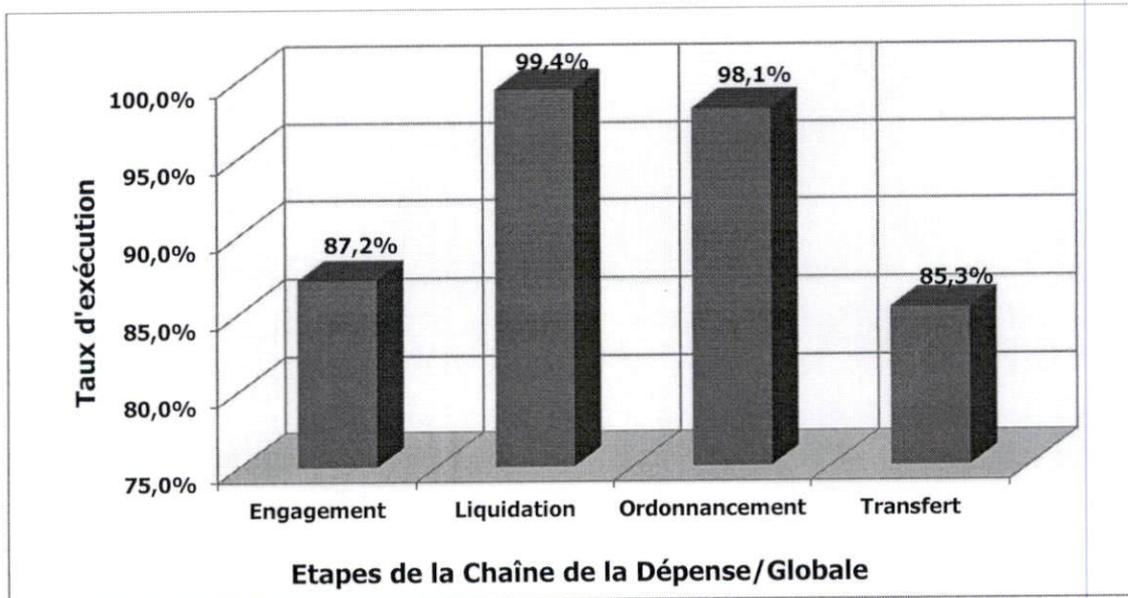
Code	Titre	Crédit Voté	Prévision Linéaire (12 mois)	Engagement		Liquidation		Ordonnement		Transfert	
				Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	645 048 605 813	645 048 605 813	1 266 752 233 354	196,4%	1 266 752 233 354	100,0%	1 251 593 904 363	98,8%	1 175 588 716 754	93,9%
2	FRAIS FINANCIERS	269 665 507 725	269 665 507 725	137 540 743 934	51,0%	137 540 743 934	100,0%	135 950 099 990	98,8%	129 789 164 054	95,5%
3	DEPENSES DE PERSONNEL	5 294 439 282 742	5 294 439 282 742	5 695 102 584 461	107,6%	5 688 433 049 356	99,9%	5 644 080 445 993	99,2%	5 527 610 757 305	97,9%
4	BIENS ET MATERIELS	227 375 168 804	227 375 168 804	442 763 688 726	194,7%	437 055 759 013	98,7%	418 343 428 684	95,7%	298 083 470 531	71,3%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	557 380 592 700	557 380 592 700	1 328 656 895 662	238,4%	1 316 568 976 115	99,1%	1 263 391 921 488	96,0%	1 040 245 694 281	82,3%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	2 289 770 830 070	2 289 770 830 070	3 504 862 713 483	153,1%	3 492 878 152 215	99,7%	3 358 557 087 905	96,2%	2 299 942 285 334	68,5%
7	EQUIPEMENTS	3 052 002 833 336	3 052 002 833 336	807 507 907 481	26,5%	807 228 030 506	100,0%	796 563 629 757	98,7%	743 512 018 377	93,3%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	1 219 494 249 754	1 219 494 249 754	710 378 737 916	58,3%	710 378 737 916	100,0%	695 929 419 632	98,0%	639 186 055 197	91,8%
Total		13 555 177 070 944	13 555 177 070 944	13 893 565 505 016	102,5%	13 856 835 682 408	99,7%	13 564 409 937 811	97,9%	11 853 958 161 833	87,4%

(T.F.) = Taux de fluidité d'une étape à une autre en %.

2. Dans l'ensemble, les différentes étapes de l'exécution de la dépense globale affichent les statistiques suivantes :

- **Engagement : 13.893.565.505.016 FC**, contre les prévisions annuelles de **13.555.177.070.944 FC**, soit un taux global de fluidité de **102,5%**;
- **Liquidation : 13.856.835.682.408 FC** dégageant un taux global de fluidité de **99,7%** par rapport aux engagements ;
- **Ordonnancement : 13.564.409.937.811 FC**, renseignant un taux global de fluidité de **97,9%** par rapport aux liquidations ;
- **Transfert : 11.853.958.161.833 FC** indiquant un taux global de fluidité de **87,4%** par rapport aux ordonnancements.

Grap.6 : Exécution en pourcentage de dépenses par étape de la Chaîne/Globale



3. Les données relatives aux différentes étapes de l'exécution de la dépense de lutte contre la pauvreté en termes des volumes de dossiers et en valeur sont renseignées dans les tableaux 3 et 4 ci-après :

Tab.3: Volume de dossiers de dépenses LCP par étape de la Chaîne.

Code	Titre	Engagé	Liquidé	Ordonné	Transféré	Structure
3	DEPENSES DE PERSONNEL	5 371	5 370	3 669	3 675	87,6%
4	BIENS ET MATERIELS	93	93	5	65	1,5%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	89	88	10	83	2,0%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	235	234	135	355	8,5%
7	EQUIPEMENTS	3	3	4	8	0,2%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	3	3	1	10	0,2%
Total		5 794	5 791	3 824	4 196	100,0%

Du tableau qui précède, il se dégage que les DLCP sont plus orientées sur les Dépenses de personnel que sur les autres titres.

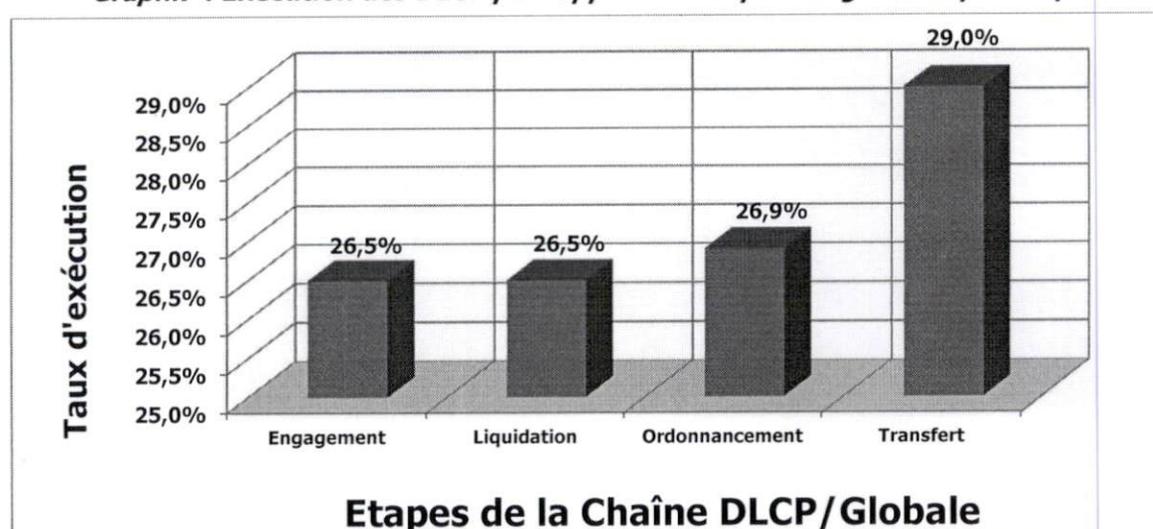
M

Tab.4 : Exécution de dépenses LCP par étape de la Chaîne en valeur

Code	Titre	Crédit Voté	Prévision Linéaire	Engagement		Liquidation		Ordonnancement		Transfert	
				Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF
3	DEPENSES DE PERSONNEL	2 725 224 445 211	2 725 224 445 211	2 825 152 590 078	103,7%	2 823 858 557 245	100,0%	2 821 423 772 269	99,9%	2 808 589 580 576	99,5%
4	BIENS ET MATERIELS	37 274 493 603	37 274 493 603	53 106 562 939	142,5%	52 727 437 564	99,3%	49 590 640 164	94,1%	40 295 963 658	81,3%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	151 173 071 693	151 173 071 693	120 299 696 194	79,6%	118 238 345 876	98,3%	109 553 921 993	92,7%	72 722 738 234	66,4%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	223 375 386 541	223 375 386 541	259 850 194 422	116,3%	254 892 100 091	98,1%	245 135 942 265	96,2%	153 778 375 206	62,7%
7	EQUIPEMENTS	1 093 217 723 459	1 093 217 723 459	130 746 510 433	12,0%	130 682 021 518	100,0%	130 572 401 518	99,9%	106 705 301 615	81,7%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	744 098 071 172	744 098 071 172	292 007 900 167	39,2%	292 007 900 167	100,0%	291 239 964 669	99,7%	257 830 578 443	88,5%
Total		4 974 363 191 679	4 974 363 191 679	3 681 163 454 233	74,0%	3 672 406 362 461	99,8%	3 647 516 642 878	99,3%	3 439 922 537 731	94,3%

4. Comparées aux dépenses globales, suivant les différentes étapes de la chaîne, les DLCP ont été exécutées comme suit :

- **Engagement : 3.681.163.454.233 FC**, soit un taux global de fluidité de **26,5%** par rapport aux engagements globaux ;
- **Liquidation : 3.672.406.362.461 FC**, soit un taux global de fluidité de **26,5%** par rapport aux liquidations globales ;
- **Ordonnancement : 3.647.516.642.878 FC**, soit un taux global de fluidité de **26,9%** par rapport aux ordonnancements globaux ;
- **Transfert : 3.439.922.537.731 FC**, soit un taux global de fluidité de **29,0%** par rapport aux transferts globaux.

Graph.7 : Exécution des DLCP par rapport aux dépenses globales par étape

III. OBSERVATION

Il sied de rappeler aux acteurs de la Chaîne que depuis janvier 2019, les avis de débit ne sont plus disponibles dans la Chaîne de la dépense, car la Banque Centrale du Congo (**BCC**) censée les renvoyer, ne le fait pas. Dans cet ordre d'idée, il est à rappeler que le volume de dépenses transférées n'est pas forcément identique au volume de dépenses réellement payées.

IV. RECOMMANDATIONS

Au terme des analyses sur l'exécution de la dépense à fin décembre 2021 et sur base des conclusions de la réunion relative à la transmission journalière des encaissements et des décaissements du Trésor, la Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire (**DGPPB**) recommande aux services impliqués dans la Chaîne ce qui suit :

- le respect du calendrier de transmission des encaissements et des décaissements du Trésor ;
- le respect du Manuel des procédures et du circuit de la dépense publique ;
- le renvoi automatique par la Banque Centrale du Congo (**BCC**) des avis de débit dans la Chaîne de la dépense ;
- la réception systématique des avis de débit dans la Chaîne de la dépense par la Direction du Trésor et Moyens de Financement (**DTMF**), et in fine, par la Coordination Informatique Interministérielle (**CII**), pour faciliter le rapprochement de l'ESB du TOFE ;
- la transmission régulière des décaissements du Trésor à la **DGPPB** par la **DTMF** pour permettre de produire les ESB conciliés avec le TOFE ;
- la régularisation des dépenses en urgence et le captage des informations des dépenses sur ressources extérieures, dans le délai, conformément au Manuel des procédures et du circuit de la dépense publique et à l'Arrêté interministériel portant réglementation du circuit d'information sur les ressources extérieures, en vue de permettre l'exhaustivité des statistiques de l'exécution de dépenses dans la Chaîne et leur reflet dans les ESB.

Fait à Kinshasa, le 08 JAN 2022

La Directrice Générale,

Colette MATA NGOSENGANYA

